

Une thèse de Master finlandaise analyse le dialogue dans la crise du Burundi

@rib News, 22/08/2017 Par Juho Takkunen (twitter : @juhotakku) Outre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, les désaccords principaux sur la définition de la crise burundaise sont formés autour de la question du droit à dialoguer et des différentes perceptions sur l'essence de la violence dans la crise. C'est ce que révèle la recherche faite par un étudiant finlandais Juho Takkunen, du programme de Master de la recherche de la paix et des conflits à l'Université de Tampere, en Finlande.

Selon l'étude, il y a des désaccords radicaux entre le gouvernement et le camp d'opposition-société civile principalement basé en Belgique sur la définition de la violence. Le dialogue dans la crise a été réduit à un monologue, bien que le dialogue inclusif est l'objectif de toutes les parties. Ces désaccords expliquent pourquoi il y a des tensions entre les parties en conflit. La narrative du gouvernement burundais est de refuser le droit au dialogue à l'opposition définie comme « radicalisée », tout comme les « participants au coup d'état manqué », qualifiés comme « terroristes ». De l'autre côté, l'opposition et la société civile soulignent leur droit à lutter contre « le régime illégitime » de Nkurunziza. L'histoire est utilisée dans les narratives des deux parties différemment pour soutenir les points de vue respectifs. Le gouvernement a souvent décrit la situation au Burundi comme « normale » et nié toute violence, alors que le camp d'opposition-société civile a évoqué une « répression étatique » systématique. Tous les deux camps se accusent d'avoir manipulé l'information sur le conflit. Quant à la question ethnique, il y a plusieurs interprétations présentes. Le gouvernement souligne « l'unité » des Burundais, alors que l'opposition et la société civile parlent parfois d'une chasse à l'homme tutsie ou plus souvent d'une répression de tout opposant. Le discours d'un « risque de génocide » est principalement utilisé par les ONGs internationales. L'étude, qui a été faite en anglais, porte sur la période entre avril 2015 et mai 2017. Elle a été faite en interviewant des membres de la diaspora burundaise en Belgique, dont un diplomate, un ex-diplomate, un activiste de la société civile, un journaliste et un membre de la plateforme CNARED. En plus, le matériel inclut des discussions entre Burundais sur Twitter et Facebook, des articles de médias sur la crise burundaise et un vidéo-documentaire par France24. Il s'agit de l'une des premières études sur la crise actuelle qui perdure au Burundi faite du point de vue des acteurs locaux et de la diaspora burundaise. La directrice du mémoire était la chercheuse Élise Féron. Il est possible de lire l'étude en entier sur le site de l'Université de Tampere. Accéder à la publication : Cliquez-ici

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});